Les remparts de Vannes : un patrimoine ignoré hier, médiatisé aujourd'hui

Manuelle Aquilina

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1633>

DOI : 10.4000/abpo.1633

ISBN : 978-2-7535-1485-0

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 mars 2002

Pagination : 147-160

ISBN : 978-2-86847-708-8

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Manuelle Aquilina, « Les remparts de Vannes : un patrimoine ignoré hier, médiatisé aujourd'hui », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 109-1 | 2002, mis en ligne le 20 mars 2004, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1633> ; DOI : 10.4000/abpo.1633

Les remparts de Vannes : un patrimoine ignoré hier, médiatisé aujourd'hui

Manuelle AQUILINA

Doctorante, ATER en histoire médiévale
CRHISCO-Université Rennes 2

Un consensus semble exister aujourd'hui autour de la nécessité de conserver les remparts du Moyen Âge considérés comme objet de patrimoine. Or cela n'a pas toujours été le cas. Si la survivance de fortifications médiévales au cœur des villes bretonnes n'a que peu posé question jusqu'au XIX^e siècle, en revanche à cette époque elles se sont trouvées soumises à deux logiques contradictoires. D'un côté, un nouvel urbanisme se met en place, et la modernisation des villes nécessite d'abattre le vieux carcan de remparts qui les étouffe. De l'autre, en réaction aux destructions de la Révolution et sous l'impulsion du Romantisme, naît un attachement pour les vestiges historiques et la volonté de les préserver. Engagée par l'État, la politique de protection des monuments ne se diffuse que lentement en Bretagne. Les fortifications semblent d'ailleurs mal aimées et avant tout perçues comme des monuments vétustes, coûteux et gênant la circulation. Il faut attendre la fin du siècle pour qu'on commence à devenir plus sensible à la valeur esthétique de ces enceintes urbaines, de leurs tours, de leurs créneaux. Déjà, beaucoup d'entre elles ont été détruites et celles qui ont survécu ne le doivent souvent qu'à un concours de circonstances (leur destruction coûtant trop cher par exemple).

Cette protection du patrimoine qui s'étend et se renforce au long du XX^e siècle aboutit aujourd'hui à une conservation à outrance : le moindre morceau d'enceinte *doit* être préservé. Dans ce contexte, les remparts médiévaux font l'objet d'une utilisation et d'une attention nouvelle. Hier vieux murs sans intérêt, ils constituent à présent un décor urbain apprécié qui confère un « caractère » aux cités bretonnes. Ils sont donc largement protégés. Les villes en font également le support privilégié de leurs politiques de communication. Les retombées économiques procurées par l'exploitation touristique des monuments (les fortifications deviennent prétexte à des « fêtes ») ne sont évidemment pas étrangères à cette « explosion patrimoniale ». L'étude de ce processus de fabrication du patrimoine mis en place par le pouvoir politique local nous permet également de voir dans

quelle mesure ce patrimoine contribue à forger une identité autour des remparts du Moyen Âge. Comme une réponse à cette ère dite « de la communication » que Pierre Nora caractérise par « un arrachement brutal au passé traditionnel et un besoin éperdu de le retrouver¹ ».

J'étudierai ici plus particulièrement le cas d'une ville bretonne qui a conservé jusqu'à aujourd'hui son enceinte médiévale et qui l'utilise comme support de communication : la ville de Vannes. Située au fond du Golfe du Morbihan, elle possède encore de nos jours une grande partie de ses remparts du Moyen Âge largement mis en valeur par la municipalité, ce qui attire de nombreux touristes. Il existe à Vannes plusieurs ceintures de remparts en partie superposées. La première date du bas Empire. Édifiée par les Romains au III^e siècle après Jésus Christ, elle entourait le *castrum* situé sur la colline du Mené. La deuxième enceinte est édifiée au Moyen Âge, sous le règne du duc Jean IV (1365-1399) ; elle englobe et élargit la première. Le duc fait réaliser de grands travaux qui doublent la superficie enclose de la cité². Le programme de Vannes consiste à installer au sud des anciens remparts tout un vaste ensemble comprenant le château ducal de l'Hermine³, sa Basse Cour et les Lices. Ceinte d'une nouvelle muraille, la ville du duc est alors mieux protégée et mieux tenue. Ce sont ses courtines et ses ouvrages d'art (tours et portes) que l'on peut contempler encore aujourd'hui⁴.

Progressivement, nous assistons à la fin du Moyen Âge à une mutation de la fonction de la muraille, elle perd son rôle militaire offensif pour ne conserver qu'une utilité protectrice. Ce déclassement explique et permet un début d'intégration de l'enceinte dans le tissu urbain. Puis, les impératifs économiques devenant prépondérants, leur inutilité devient fardeau, obstacle même au développement de la ville, avant que les XIX^e et XX^e siècles ne voient émerger une fonction radicalement nouvelle et inattendue. Durant l'époque contemporaine, on assiste à la lente émergence de la notion de patrimoine, qui va amener les citoyens à sauvegarder leurs vieilles fortifications. Préservés presque miraculeusement, les remparts constituent encore aujourd'hui le cadre de la vie quotidienne des Vannetais et une des bases du développement de leur ville⁵.

Au XIX^e siècle : changer le visage de la ville ou la défigurer ?

Tout au long du XIX^e siècle, Vannes ne vit que pour et par elle-même. Ville assoupie qui laisse passer à côté d'elle le mouvement d'industrialisation ou du négoce, à une période où la France demeure un pays profondément rural.

1. NORA, Pierre, *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1986, t. II, p. 646.

2. Cette superficie enclose passe alors de 5 à 13 hectares.

3. Aujourd'hui disparu.

4. Voir plan.

5. AQUILINA, Manuelle, *Les remparts de Vannes du III^e au XX^e siècle*, mémoire de DEA, Bernard Merdrignac (dir.), Rennes, 1998, 180 p. (communication réservée).

Les activités de production héritées déclinent (comme les chantiers navals) avant qu'à la fin du siècle l'installation de régiments ne redonne à la ville un peu de dynamisme. Pendant la première moitié du siècle, le centre de la ville avec ses organes administratifs et commerçants reste enfermé au cœur des remparts. La ville présente encore une image proche de l'Ancien Régime : on a peu construit. Le trait le plus frappant est la division de la ville en deux noyaux distincts. D'une part l'intra-muros ceint de ses remparts intacts, c'est un espace clos. D'autre part le quartier Saint-Patern au nord-est, sorte de « ville-bis » hors les murs. Ces deux pôles sont reliés par la rue Saint Nicolas qui enjambe la Marle, modeste ruisseau mais véritable frontière⁶.

Le XIX^e siècle inaugure de vastes travaux d'aménagements urbains. La deuxième moitié du siècle surtout, marque un tournant important dans l'urbanisme vannetais. À partir de 1850, on assiste à un véritable éclatement. La politique municipale d'aménagement urbain est alors dominée par l'idéologie ambiante dont les grandes lignes ont été tracées par Haussmann. Cette « tentation Haussmanienne » est relayée en Morbihan par le préfet Poriquet, à qui l'on doit l'amorce d'un projet de rénovation de la ville, et est renforcée par l'arrivée du chemin de fer à Vannes le 21 septembre 1862. Un « plan d'amélioration de la viabilité de la ville » est élaboré par le préfet. Il prévoit le percement de nouvelles rues ouvrant l'*intra-muros* et le traversant de part en part. Il s'agit de briser le carcan des anciennes murailles qui gênent le développement économique de la ville et sa modernisation. Lors de la séance du 1^{er} octobre 1860, le maire donne lecture de la lettre que le préfet Poriquet a adressé au conseil municipal de Vannes. Toute la pensée urbaine, tous les mythes de l'urbanisme du XIX^e siècle sont contenus dans ces pages :

« L'utilité de ces rues ne saurait être contestée⁷ [...]. L'arrivée à Vannes du chemin de fer va changer toutes les conditions économiques de la ville. Les sources du mouvement et de l'activité [...] se trouveront toutes concentrées à la gare de chemin de fer. Pour que la ville puisse en profiter, il faut leur ouvrir une issue facile qui les conduise naturellement au centre de la ville [...].

J'ai demandé... une rectification de la route impériale n° 167 qui, partant de la gare, viendrait en droite ligne aboutir dans le Mené [...] mais si vous ne modifiez pas la viabilité de votre ville, ils [les voyageurs] glisseront ensuite à gauche et à droite, laissant le centre de la ville sans mouvement et sans vie [...].

Ce mouvement et cette vie qui viendront effleurer vos vieilles murailles, il faut leur donner une issue jusqu'au cœur de la ville. *Il faut absolument moderniser la ville et pour cela il faut percer sans pitié ces vieilles murailles* malgré les services qu'aux temps barbares, elles ont rendus à l'antique cité des Vénètes, pour qu'elles livrent passage à cette route qui de la gare viendra traverser la rue du Mené, pour se continuer par le centre de notre ville, jusqu'au port. *C'est l'avenir de Vannes. Si vous ne rajeunissez pas votre ville elle périra [...]. Il faut ouvrir l'espace pour laisser entrer [...] l'air et la lumière*⁸... »

6. Voir plan ci-dessus.

7. L'actuelle rue Billaut et l'avenue Victor-Hugo, voir plan ci-dessous.

8. Arch. municipales de Vannes, 1 D 10/12, délibérations du conseil municipal du 12 décembre 1859 au 10 mai 1864, p. 474, souligné par nous.

Plan de Vannes et ses remparts

L'adoption du percement des deux nouvelles rues est voté à la séance du 19 mars 1861⁹. Parallèlement une nouvelle préfecture est édifiée dans le quartier Saint-Patern, ce qui a pour effet de déplacer le centre administratif hors les murs. La préfecture avait été installée au palais épiscopal de la Motte durant la Révolution. Les bâtiments étaient si vétustes que des effondrements et des accidents graves se sont produits en 1859 et 1860. Les

9. *Ibidem*, p. 494.

autorités décident donc de construire une nouvelle préfecture dans un lieu moins exigü, et *extra-muros*. Le choix se porte sur des terrains à l'est, entre la Garenne et l'église Saint-Patern, dépendants des anciens enclos des Dominicains et de l'hôpital Saint-Nicolas. Commencé en janvier 1863, le bâtiment est achevé en août 1865. À l'emplacement du palais de la Motte, on perce donc la rue Billaut (qui devait à l'origine traverser la ville de part en part). Enfin en 1886 est inaugurée une nouvelle mairie, toujours *extra-muros*, dans le but d'étendre les pôles d'attraction de la ville et d'aérer le centre. Elle remplace l'hôtel de ville trop exigü et délabré qui se trouvait en bordure de la place des Lices¹⁰.

Les réalisations sont cependant restées limitées et le projet d'embellissement de la ville a été peu à peu abandonné. Les conseillers municipaux, quelle que soit leur couleur politique, ne sont guère portés à l'expropriation (même d'intérêt public) qu'ils considèrent comme une atteinte au droit de propriété. Et puis améliorer la vieille ville n'a plus vraiment de nécessité depuis que la bourgeoisie a délaissé l'*intra-muros* pour s'installer dans des quartiers résidentiels nouveaux, à l'ouest de la ville. Après l'édification de l'hôtel de ville, la municipalité construit lentement le chemin qui le relie au port, et qui deviendra plus tard la rue Thiers. Dès lors, la circulation principale de Vannes évite l'*intra-muros*, valorise l'ouest des remparts au détriment des autres quartiers et de la vieille cité.

Les remparts, propriétés privées, sont donc laissés en l'état. Ceci est la conséquence des afféagements qui ont eu lieu à l'époque moderne. À partir de la deuxième moitié du XVII^e siècle, la destination défensive des fortifications n'a plus vraiment de raison d'être. La monarchie, légalement propriétaire des murailles depuis le rattachement de la Bretagne à la France, les laisse plus ou moins à l'abandon car leur entretien se révèle beaucoup trop coûteux. Peu à peu, certaines parties de murailles deviennent propriété particulière, souvent par usurpation. La Couronne décide alors de faire valoir ses droits et procède à des afféagements : elle concède à des particuliers les remparts de la ville, moyennant une redevance annuelle modeste mais perpétuelle. Confrontée à des remparts devenus inutiles à la défense de la ville et conséquemment transformés en une charge coûteuse, la monarchie semble avoir trouvé là une solution judicieuse. Cela lui permet d'en retirer bénéfice tout en étant déchargée de leur entretien. En privatisant les remparts, le pouvoir royal les protégeait à court terme car ils étaient entretenus par leurs propriétaires et ainsi préservés de la ruine. Mais en même temps il les condamnait à long terme car les propriétaires pouvaient en disposer et les détruire si bon leur semblait¹¹. Mais,

10. Sa construction débute en 1880, sous le mandat d'Émile Burgault (maire de 1878 à 1888), et l'inauguration intervient le 11 juillet 1886.

11. Voir GUYOT-JOMARD, « La ville de Vannes et ses murs, ses faubourgs et ses abords, voies, chemins, routes, etc. », *Bulletin de la Société Polymathique du Morbihan*, 1887, p. 219 et LE MEE, Sébastien, *Les afféagements du Domaine de la Couronne avant la Révolution Française. Un cas d'étude : les remparts de Vannes*, mémoire de maîtrise, M^{me} Crépin et M. Muller (dir.), Université de Sciences Politiques de Rennes I, 1995, 94 p.

s'ils sont au XIX^e siècle préservés de la destruction, c'est plus en raison de la lenteur d'exécution du Conseil Municipal ou du manque de moyens financiers, que par réel attachement à ces vieilles murailles.

Un lent changement de sensibilité

Ce n'est que très lentement que vont évoluer les sensibilités et que va s'éveiller un intérêt, d'abord scientifique, pour les remparts de Vannes¹². C'est cet intérêt scientifique qui amène les érudits locaux à constituer une société savante. Cette dernière va jouer un rôle de premier plan dans la prise de conscience de la richesse du patrimoine culturel, scientifique, de leur « pays » par les Vannetais. La première moitié du XIX^e siècle a vu fleurir les « antiquaires », collectionneurs à l'âme plus romantique que scientifique. Cette période a aidé à attirer l'attention sur la nécessaire protection du patrimoine, et à favoriser la création de sociétés savantes locales. Le 29 mai 1826 est fondée la Société Polymathique du Morbihan par des notables cultivés : médecins, pharmaciens, ingénieurs des Ponts et Chaussées, imprimeurs¹³. La Polymathique est organisée selon le modèle académique, en quatre sections de travail : sciences de la terre, botanique, zoologie, lettres et arts¹⁴. Mais c'est essentiellement l'histoire locale qui occupe la Société Polymathique du Morbihan, et on doit à ses membres la publication de nombreux ouvrages sur l'histoire de Vannes, de ses rues et de ses remparts¹⁵. Des campagnes de fouilles archéologiques sont menées et un musée de la préhistoire est créé pour accueillir les découvertes de ces recherches¹⁶. Ces études éveillent l'intérêt des Vannetais à l'égard de leurs murs justement à une époque où ceux-ci sont menacés de démolition. La Polymathique, reconnue d'intérêt public par un décret du 5 juillet 1877, voit ses effectifs augmenter tout au long du XIX^e siècle et encore au début du XX^e siècle¹⁷. Son développement lui confère une renommée nationale. Les liens étroits qu'elle a également tissés rapidement avec les auto-

12. Il est intéressant de noter à ce sujet que, lorsque Mérimée effectue en 1836 sa première tournée dans l'Ouest de la France en tant qu'inspecteur des Monuments Historiques, il ne mentionne même pas l'existence de remparts à Vannes (cela pourrait en partie s'expliquer par le fait que ces derniers sont très largement dissimulés par des habitations) alors qu'il mentionne ceux de Dinan. Cette anecdote montre bien à quel point l'application de la notion de patrimoine au XIX^e siècle demeure sujette à caution, MERIMEE, Prosper, *Notes d'un voyage dans l'Ouest de la France*, 1^{re} éd. 1836, rééd., Paris, Adam Biro, 1989.

13. Sur l'histoire de la Société Polymathique du Morbihan, voir ARS, François, *Quelques aspects de l'érudition morbihanaise : la Société Polymathique du Morbihan*, mémoire de DEA, Michel Denis (dir.), Université Rennes 2, 1990, 156 p.

14. Son activité consiste avant tout en l'érudition de ses membres, la publication d'un annuaire statistique et historique départemental, la vulgarisation scientifique par l'organisation de cours publics et l'administration de la bibliothèque municipale de 1831 à 1886.

15. Voir les *Bulletins de la Société Polymathique*, disponibles au Château Gaillard et aux Archives municipales de Vannes (avenue Saint-Symphorien).

16. Il s'installe au Château Gaillard en 1914 où se trouve encore maintenant la Société.

17. 136 membres en 1918, 270 en 1926.

rités locales et l'administration préfectorale renforcent son autorité¹⁸. Son influence lui permet alors d'appuyer le classement de certains monuments ou, si nécessaire, de s'opposer à des décisions, administratives ou individuelles, qu'elle juge néfastes pour le patrimoine. Elle intervient donc dans les affaires publiques lorsque cela touche au patrimoine du département¹⁹.

La mobilisation de l'opinion va s'effectuer en se cristallisant autour de projets ou événements qui touchent directement le patrimoine de la ville. Ces affaires vont élargir l'audience de la Société Polymathique du Morbihan et contribuer à diffuser la notion de patrimoine au sein du public. En effet « l'acte fondateur de la démarche patrimoniale est la prise de conscience que les traces laissées par les activités des hommes méritent d'être considérées » comme l'écrit si justement François Chappé²⁰. La première de ces affaires qui ait eu un retentissement important concerne la tour Sud de la porte Saint-Patern.

En 1886, il est projeté de mettre en application une partie du plan d'élargissement des rues du vieux Vannes en détruisant la porte Saint-Patern (ou Porte Prison). La valeur architecturale ou historique des « vieux monuments » ne semblait pas peser lourd face aux préoccupations de l'époque concernant l'hygiène, la modernisation ou simplement la spéculation immobilière. Il s'agit pourtant de la plus imposante et peut-être la plus ancienne des portes de Vannes. Elle remonte peut-être au ^{xiii}^e siècle, mais a subi de nombreux remaniements. C'est la porte des grandes entrées princières et épiscopales et elle constitue un des plus beaux témoignages de l'architecture militaire bretonne. Comme la plupart des entrées à cette époque, elle se compose d'un passage central – une entrée charretière – surmonté d'un corps de logis, flanqué de deux tours et d'un guichet pour piétons. Sous le passage voûté en berceau on note la présence d'une rainure servant à loger une herse. L'entrée principale (à l'extérieur de la ville) est surmontée d'un grand arc brisé en belles pierres de taille. Au-dessus de ce passage, trois longues rainures verticales recevaient les bras du pont-levis. Le projet de destruction de la porte n'entraîne que quelques protestations isolées. Arthur de La Borderie, lors d'un passage à Vannes, dans une lettre adressée à Albert Macé, rédacteur du journal *Le Petit Breton*, s'élève contre cette destruction : « Avec tous les hommes de goût et de cœur, avec tous les Bretons, qui gardent encore dans l'âme une lueur de sentiment national, artistique, patriotique, je tiens à honneur de protester contre [...] la destruction de la Porte Prison²¹. » Les « archéologues » de la Société Polymathique du Morbihan eux aussi ont protesté et tenté une intervention auprès du préfet et du ministère des Beaux-Arts, mais ces démarches n'ont

18. Certains de ses membres siègent au Conseil général ou à la municipalité de Vannes.

19. Dès 1828, appuyée par le préfet, elle mène son premier combat public pour lutter contre l'exploitation des mégalithes de Carnac comme pierre à bâtir.

20. CHAPPE, François, « Le patrimoine des gens de la mer », *Patrimoine et Société*, ANDRIEUX, Jean-Yves (dir.), Rennes, PUR, 1998, p. 237.

21. *Revue de Bretagne et de Vendée*, 1886, p. 455.

pas eu de suite car aucun des organismes n'avaient à l'époque les moyens d'empêcher les travaux de démolition. De plus, si Emile Burgault avait été président de la Polymathique en 1870, 1875 et 1880, il n'entendit se conduire à ce moment que comme maire de Vannes, responsable de « l'embellissement » de la ville. La tour sud de la porte Saint-Patern fut donc détruite le 11 novembre 1886. Il n'en subsiste que le rez-de-chaussée, à peu près dans son entier, et au premier étage, une porte et une cheminée. Le reste du monument demeura en place et, en 1898, il était en vente, ce qui, en fait, le sauva car l'exécution du plan d'élargissement de la rue fut retardée.

L'affaire rebondit en 1910 lorsque l'on apprend que « la tour qui reste de la porte Prison va bientôt être vendue et vraisemblablement détruite ». Plusieurs Vannetais s'en inquiètent et, craignant un nouvel « acte de vandalisme » qui supprimerait définitivement la porte, décident de s'organiser pour l'empêcher. C'est ainsi qu'est créée en 1911 la société « Les Amis de Vannes²² ». À peine constituée, la Société demande le classement de la porte Saint-Patern aux Monuments Historiques et entame une série de démarches pour que la ville l'achète. Ce qui est réalisé le 25 juin 1912 : la porte Prison devient propriété de la ville (ce n'est qu'en 1934 que la ville peut acquérir et faire classer ce qui reste de la tour sud).

Une autre affaire a mobilisé, quelques années plus tard, les Vannetais autour de leurs remparts. Il s'agit en 1927 de la campagne lancée par la Société Polymathique visant à sauver les jardins de la tour du Connétable et les lavoirs qui les bordent. Une souscription est lancée afin d'aider la ville à acquérir les douves des remparts Est et à les faire classer en vue d'éviter que ceux-ci ne soient masqués par des immeubles. Par la même occasion on obtient de faire classer monument historique une partie des ouvrages de la muraille et des terrains qui la bordent sur le flanc est²³.

Ainsi, au cours de la première moitié du xx^e siècle, sont classés monuments historiques (voir plan) :

- la porte Saint-Patern ou porte Prison (2 mai 1912),
- la tour du Connétable, propriété privée depuis la fin du xix^e siècle (28 avril 1927),
- la tour des Filles ou du Bourreau (23 mai 1927) en même temps que la tour Trompette, qui avait été vendue par la ville en 1791,
- la porte Calmont (29 juillet 1927) en même temps que la porte Saint-Jean ou du Nord,

22. Voici les buts qu'elle s'est fixée, exprimés ici par son fondateur, Charles Kozerawski : « Comment secouer l'indifférence des pouvoirs administratifs locaux ? Comment enseigner aux Vannetais le respect et la dignité de leur ville ? Aussi naquit en moi l'idée d'une société qui n'aurait pour dessein que l'esthétique urbaine, la conservation, le classement des vestiges historiques, et, accessoirement, l'organisation de conférences et d'expositions. Le nom était trouvé : nous allions fonder la société des "Amis de Vannes". » Cité par FRELAUT, Bertrand, *Au fil de la Marle*, Vannes, édité par l'auteur, 1984, p 34.

23. LE ROUX, Pierre, « Les initiatives de notre société, en 1927, pour assurer la sauvegarde des remparts Est de Vannes et de leurs jardins », *Bulletin de la Société Polymathique du Morbihan*, 1981, p. 71.

- la porte Poterne (28 juillet 1928),
- la porte Saint-Vincent (11 octobre 1928)²⁴.

On retrouve dans les procès-verbaux des séances de l'époque de la Société Polymathique du Morbihan la trace de toutes ces opérations, ce qui montre l'importance accordée par ses membres à ces affaires et le suivi qui en est réalisé²⁵. Dès cette époque également, la municipalité se met à acheter des terrains situés au pied des remparts de la Garenne afin de les préserver. Ce faisant elle bénéficie du soutien de la Polymathique qui ouvre des souscriptions pour participer financièrement aux opérations de rachat. Puis, jusqu'à la deuxième guerre mondiale, l'activité des sociétés savantes décline. Mais l'élan qu'elles ont initié ne s'arrête pas et trouve un écho auprès du Conseil municipal. C'est donc la municipalité qui reprend l'initiative, après 1945, et engage une procédure de sauvegarde des remparts de la ville.

Une politique municipale de protection du patrimoine

Après une phase d'interventions isolées, ponctuelles, qui visaient à préserver un monument ou une partie de remparts, une véritable politique de protection du patrimoine se met en place. Cette deuxième phase se déroule de 1945 à 1970 environ et, de façon presque planifiée, sont dégagés les remparts qui s'étendent de la porte Saint-Patern à celle de Calmont. Le grand artisan en est Francis Decker pendant ses vingt ans de magistrature municipale (1945-1965). Photographe d'art, il était sensible à la beauté de la cité et, une fois maire, il mit tout en œuvre pour mettre en valeur ses richesses. Il était, parallèlement, président d'honneur de la société des Amis de Vannes dont il avait relancé l'activité. Decker programma l'achat et la destruction progressive de maisons, hangars ou bâtiments, qui cachaient la partie la plus remarquable et la mieux conservée de l'enceinte, face à la Garenne. À cet endroit sont créés des jardins à la française. Cela n'est pas allé sans mal car la population protestait : « Sacrifier de l'argent à la beauté était alors considéré en province comme le comble de la gabegie. Prudemment, mais sûrement, le maire habitua ses administrés à consacrer des sommes de plus en plus importantes à la rénovation de leur ville. » Et Vannes devint peu à peu une très jolie ville touristique²⁶. La politique de sauvegarde des remparts culmine avec l'achat de la Tour du Connétable par la municipalité en 1975 et la restitution de la toiture de la porte Prison en 1972-1973.

Une nouvelle phase s'est ouverte depuis les années 1980 avec la création du Plan de Secteur Sauvegardé²⁷ qui, après préparation et enquête, a

24. Inscription des remparts à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques, loi du 31 décembre 1913.

25. *Bulletin de la Société Polymathique du Morbihan*, 1927 et 1928 notamment.

26. SAGARDE, Pierre de, *Chefs-d'œuvre en péril*, Paris, Julliard, 1964, p. 113.

27. Loi sur la protection des centres urbains anciens du 4 août 1962. « Une étude d'architecture et d'urbanisme permet de tracer, au cœur des villes anciennes, un périmètre à caractère historique, au sein duquel des îlots opérationnels précisément délimités sont

été adopté en 1982. Il permet à la municipalité d'avoir un droit de préemption sur toute construction masquant les remparts sans pour autant nuire au tissu commercial. Parallèlement, on s'efforce de dégager un espace de trois mètres sur la face externe de l'enceinte pour y ouvrir un jour une venelle qui permettrait de suivre les remparts sur la longueur de leur tracé. C'est dans ce contexte que se situent les dernières réalisations :

- 1982 : l'achat du bastion de Gréguenic et sa rénovation qui s'est achevée en 1998;
- gel des projets de construction ou de restauration contre le rempart (rue de Closmadeuc et du Mené);
- rétrocession gratuite à la ville d'une bande de trois mètres dans trois endroits de la rue du Mené : aux numéros 20, 24 et 44 (ce qui dégage notamment la porte Saint Jean et permet de voir la Tour du Bourreau);
- achat, en 1989, et ouverture au public (après rénovation avec reconstruction du pont en 1994-1995) du passage de la porte de Calmont;
- restauration de ce qui subsiste de la porte Notre-Dame en 1984 et de la tour sud de la porte Saint-Patern en 1985-1987.

Mais il existe encore une partie importante de la muraille qui est toujours dissimulée par des maisons. En adoptant un calcul sommaire, on peut avancer que les remparts de Vannes sont détruits pour un tiers, cachés pour un deuxième tiers et dégagés pour le dernier tiers²⁸.

Cette politique suivie de classement (notamment à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques) des murailles et des ouvrages d'art qui la composent par la Ville de Vannes a plusieurs conséquences. La première d'entre elles concerne les monuments eux-mêmes. Le classement implique la conservation, l'entretien et éventuellement la restauration du monument à l'intérieur d'un cadre législatif précis contrôlé par le ministère de la Culture et la Commission des Monuments Historiques : lorsque la municipalité a fait restaurer la porte de Calmont, une étude préalable a d'abord été menée par l'architecte en chef des Monuments Historiques, Daniel Lefevre, qui a autorisé l'installation d'un pont dormant²⁹. La loi prévoit également un cadre d'obligation pour les propriétaires privés. Ceux-ci ne peuvent engager de travaux modifiant l'aspect général de l'ouvrage ni exécuter des travaux dans l'édifice sans l'autorisation de l'architecte des Bâtiments de France. En revanche, ils ont obligation d'entretenir et de préserver le monument en l'état³⁰. Quelquefois cependant, se posent des pro-

réhabilités », ANDRIEUX, Jean-Yves, *Patrimoine et Histoire*, Paris, Belin Sup Histoire, 1997, Annexe 5 : « Chronologie des principaux textes sur les monuments historiques et naturels en France (XIX^e-XX^e siècles) », p. 238.

28. FRELAUT, Bertrand, « Le mot du président », *Bulletins des Amis de Vannes*, n° 16, 1991, p. 3-4.

29. LEFEVRE, Daniel, (architecte en chef des Monuments Historiques), *Porte Calmont, étude préalable à la restauration*, s.l., s.d., avril 1993, 112 p. (consultable aux Archives Municipales de Vannes).

30. Pour ce faire, ils bénéficient du concours financier du Ministère de la Culture, de la Municipalité et/ou de collectivités territoriales, quand il s'agit de travaux de réfection

blèmes liés à la propriété. Elle n'est pas toujours très claire, en particulier faute d'origine de propriété connue ou au moins précise et indiscutable³¹.

Le classement et le Plan de Secteur Sauvegardé contraignent également les citoyens qui habitent ou travaillent près des remparts : ils doivent respecter un espace vierge de trois mètres le long de la muraille. Et pour l'ensemble des Vannetais, l'existence même de la ceinture de remparts a des répercussions sur l'urbanisme et les voies de circulation. On ne peut abattre ou percer les murailles ; leur tracé contraint donc encore la vie urbaine, du moins dans le centre ville. Sur les façades nord et est de la ville close, les portes d'accès au centre ville sont toujours les mêmes qu'au ^{xvii}^e siècle : celle de Saint-Jean, de Saint-Patern, la porte Poterne, celle de Calmont et celle de Saint-Vincent. Enfin l'entretien de ces murailles et des jardins qui bordent la courtine face à la Garenne ont un coût auquel contribue chaque Vannetais. Mais si aujourd'hui la Ville n'hésite pas à investir dans l'entretien de son patrimoine historique, c'est parce qu'elle sait pouvoir en recevoir des retombées économiques concrètes. En effet, le développement de Vannes s'appuie largement sur le tourisme stimulé par le cachet de la cité et les charmes du golfe du Morbihan. Pour promouvoir la ville à l'extérieur, la municipalité de Vannes met en avant son riche patrimoine historique et, en particulier, ses remparts qui sont presque « l'image symbole » de la cité.

La communication patrimoniale urbaine

Les remparts de Vannes constituent en effet un aspect central de la politique de communication de la ville de Vannes. En étudiant la place qui leur est faite dans les discours promotionnels de la ville, on aborde plus largement la question de l'utilisation de l'histoire et du patrimoine par les techniques de communication, ce que j'appellerai la communication patrimoniale urbaine. Nous vivons actuellement dans un contexte de « bataille des villes³² ». Toute localité tente de se développer en se faisant connaître pour attirer les investisseurs ou les touristes. Pour ce faire elle adopte une politique de communication, largement dominée par la production d'images promotionnelles. Alain Mons note à leur sujet qu'il semble que « toute promotion graphique de la ville vacille entre deux pôles aujourd'hui : image moderniste et image patrimoniale de la cité³³ ». Étant donné le vaste patrimoine dont dispose Vannes, son discours de communication est fortement appuyé sur l'histoire. En conséquence, les discours sur l'histoire de la ville

d'envergure, comme la toiture de la tour Trompette par exemple. Pour les remparts classés, Denis Pilven explique que l'État finance les travaux à hauteur de 50 %, le Conseil Général du Morbihan pour 25 % et le reste, 25 %, vient du propriétaire. Voir ANDRE, Patrick, LEGUAY, Jean-Pierre, MUSSAT, André et PILVEN, Denis, *Les remparts de Vannes*, p. 77.

31. Voir *supra* sur les afféagements.

32. Selon l'expression d'Alain Mons, « Imagerie urbaine, une symbolique différée », *Annales de recherche urbaine*, p. 37.

33. MONS, Alain, art. cit., p. 39.

sont eux-mêmes nombreux. Plusieurs organismes se chargent de les diffuser : la Société Polymathique du Morbihan, les Amis de Vannes, le Centre d'Études et de Recherches Archéologiques du Morbihan aussi qui réalise des fouilles archéologiques à la demande de la municipalité. Cette dernière est bien sûr elle-même à l'origine d'une grande production de discours historiques sur sa ville. Gérard Danet, historien professionnel, travaille pour la Ville de Vannes qui lui commande des études historiques³⁴. En plus du service des Affaires Culturelles à la mairie, il existe un service spécifique d'Animation du Patrimoine. Il a pour mission de diffuser auprès du public toutes les connaissances concernant le patrimoine historique de Vannes sous forme de dépliants, de panneaux explicatifs placés dans la ville ou de visites guidées à travers celle-ci. Ce service organise également des expositions et les fêtes « historiques » à thème qui ont lieu chaque année durant l'été³⁵. À travers ces fêtes médiévales estivales qui se déroulent sous les remparts, le public se retrouve un passé et des lieux d'attachement (et une culture?) communs.

L'histoire servirait-elle à recréer un lien social à travers différentes mises en scène ? Mise en scène du centre historique ancien qui constitue un quartier d'où se dégage une ambiance particulière, « atemporelle », reposante par rapport à la modernité, les visiteurs y sont projetés dans un autre temps. Ce centre *intra-muros* fait l'objet d'aménagements et de soins particuliers, il est converti presque entièrement en zone piétonnière afin d'être plus « convivial ». Mise en scène également de la politique de protection des remparts (et du patrimoine en général) à laquelle tous les citoyens sont associés. Les Vannetais sont d'ailleurs aussi acteurs de l'histoire de leur ville. Ce sont eux qui ont fondé la Société Polymathique puis les Amis de Vannes, eux qui sont intervenus, avant même les pouvoirs publics, pour sauvegarder les remparts, au XIX^e et au XX^e siècle. L'histoire, à travers les témoignages architecturaux qu'elle a laissés et les évocations dont elle fait l'objet, propose donc une image de la ville autour de laquelle les citoyens comme les touristes se retrouvent. Tous ces discours participent à la politique de communication que mène la municipalité. Les remparts, omniprésents dans la cité, y occupent une place de choix. Ils apparaissent très souvent sur les images que la ville diffuse d'elle-même ; en particulier la courtine est, face à la Garenne, qui est largement dégagée, bordée de très beaux jardins à la française, et qui comprend la remarquable tour du Connétable. Si l'on considère un ensemble non exhaustif, et disparate, d'affiches ou de dépliants concernant Vannes, il apparaît significatif que l'on y rencontre très fréquemment représentée cette muraille d'où la tour du Connétable se détache comme un donjon. C'est évidemment souvent le cas sur les affiches et dépliants du Service Animation du Patrimoine, qui,

34. Par exemple sur le bastion de Gréguenic, DANET Gérard, *Porte et bastion de Kaer-Gréguenic, étude architecturale et historique*, 1992, s.l., dactyl., consultable aux Arch. municipales de Vannes.

35. Il faut compter aussi les musées et les services d'archives.

bien que mettant aussi en avant d'autres secteurs de la ville (notamment les maisons à colombage de l'*intra-muros*) offrent à la courtine une place prépondérante.

C'est également l'image choisie pour représenter Vannes dans le cadre national du programme « Villes et Pays d'Art et d'Histoire ». C'est aussi l'image qui a servi de support au supplément Ouest-France, diffusé dans tout l'Ouest, « Itinéraire et Découverte » présentant Vannes et le golfe du Morbihan. C'est encore l'illustration de plusieurs ouvrages sur Vannes. Bref, au niveau national, régional ou local, la portion Est des remparts (celle qu'avait dégagée Francis Decker) est l'ambassadrice de la ville. Symboliquement, Vannes semble encore « prisonnière » de ses remparts. Et désormais, dans un contexte sur-médiatisé, c'est l'image figurée qui prédomine sur l'image propre de la cité, car de plus en plus nous percevons l'univers urbain à travers des images médiatiques. Dès lors cette image fonctionne comme une sorte de « citation ». Il suffit de l'évoquer pour renvoyer à la ville dans son entier. Sur cette image même, la tour du Connétable se détache³⁶ et semble un logo, un emblème. Ainsi que l'écrit Alain Mons : « L'emblème a pour fonction d'éterniser, il est extra-temporel, car c'est un "référentiel condensé", unifiant métaphore de la ville et métonymie³⁷. » Ce régime de symbolisation entreprend de fixer, de rendre éternelle, immobile, une réalité : ici celle de la splendeur médiévale de Vannes. De même c'est la pérennité de la cité qui est consacrée par la mise en valeur de ses remparts multiséculaires³⁸.

•

Le « recyclage » d'images patrimoniales à des fins promotionnelles pour la ville est courant aujourd'hui. L'image patrimoniale constitue un symbole de reconnaissance et d'ancrage de la ville dans l'imaginaire des citadins et des touristes. De plus, de nos jours, on assiste à une sorte « d'inflation patrimoniale³⁹ ». Tout objet du passé est consacré et mériterait d'être préservé. Or toute opération patrimoniale peut être apparentée à une recherche d'histoire au sens large car le monument (mot qui vient de *monere* : « avertir, rappeler ») c'est aussi ce qui interpelle la mémoire. Recherche d'histoire, refuge dans le passé qui est également recherche d'identité, de sécurité et de bien-être. Le culte rendu au patrimoine est-il révélateur d'un état de société et des questions qui l'habitent ? Il semblerait à opposer avec la logique de l'éphémère qui domine dans nos sociétés industrialisées. L'intérêt que suscite le patrimoine apparaît alors comme un contrepoint aux menaces et incertitudes du futur. Claude Lévi-Strauss faisait remar-

36. Comme le beffroi de Lille dont la municipalité a fait le symbole de la Ville.

37. MONS, Alain, art. cit., p. 40.

38. La Ville va même plus loin encore lorsqu'elle fête le bimillénaire de *Darioritum*, la cité antique !

39. COTTINEAU, Sandrine, *De la mise en valeur à la mise en scène du patrimoine. L'invention du patrimoine, Actions et politiques des villes en matière de réhabilitation et de mise en valeur de leur patrimoine architectural*, mémoire de maîtrise, A. Mons (dir.), Université Rennes 2, 1994, p. 43.

quer : « Il y a plusieurs façons de s'exiler lorsque la vie sociale consiste à détruire ce qui fait son arôme. Au début du XIX^e siècle, le refuge c'était l'utopie, à la fin du XX^e siècle, c'est l'Histoire⁴⁰. »

RESUME

Les remparts médiévaux des villes bretonnes constituent aujourd'hui un patrimoine largement protégé. Cependant, encore au XIX^e siècle, leur préservation n'allait pas de soi. À travers l'exemple de la ville de Vannes (Morbihan), on voit comment la notion de patrimoine s'est lentement imposée, puis comment elle a débouché sur la protection des fortifications médiévales. Au XIX^e siècle, la modernisation des villes exige la destruction de ces vieux murs. Essentiellement par manque de volonté politique, les remparts de Vannes ne sont que peu détruits à cette époque. Puis, vers la fin du siècle, leur intérêt scientifique et historique amène les érudits locaux à s'efforcer de les protéger en les faisant classer Monuments Historiques. Ce n'est qu'après la deuxième guerre mondiale que la municipalité prend le relais des initiatives privées et met en oeuvre une politique de mise en valeur de ces vestiges médiévaux. Cette politique trouve son aboutissement aujourd'hui dans l'utilisation des remparts comme support de communication par la municipalité. La consécration du patrimoine, sous toutes ses formes, semble traduire, de la part du public, un désir éperdu de renouer avec son passé et son histoire.

ABSTRACT

Nowadays, the medieval ramparts of breton towns constitute a wide protected patrimony. However, during the XIXth century, their preservation wasn't self-evident. Through the exemple of the city of Vannes (Morbihan), we can see how the notion of patrimony, and her protection, is setted up slowly. In the XIXth century, the modernization of towns requires the destruction of this old walls. Mainly by lack of political will, only a few ramparts of Vannes are destructed during this period. Then, by the end of the century, their scientific and historic interest bring local erudites to try hard and protect them as ancient monuments. It's only after the second world war that the municipality, taking over, set up a real protection policy and set off this relics. This policy bears fruit today through the using, by the town, of the city walls as a medium of communication. The consecration of the patrimony, in all its forms, seems to express a passionate desire ,from the public, to revive his past and his history.

40. LEVI-STRAUSS, Claude, *Anthropologie structurale*, Paris, Plon, 1958. Cité par HEURTAULT, Catherine, *Communication patrimoniale : essai de problématique, exemple, le monument historique*, mémoire de DEA, A. Mattelart et A. Vitalis (dir.), Université Rennes 2, 1995, p. 2.